

SANTÉ ET MÉDECINE À CUBA : DES PILIERS VACILLANTS DE LA RÉVOLUTION ?



JANICE ARGAILLOT *

La santé et la médecine ont très tôt été considérées par les autorités révolutionnaires cubaines comme des piliers du développement d'une société égalitaire – il ne faut pas oublier que le Che était lui-même médecin. Mais il convient aussi de dire que « depuis ses débuts, le système sanitaire cubain est porté par deux visions du développement, l'une nationaliste, visant à l'indépendance politique et économique du pays (en particulier par rapport à l'économie sucrière), l'autre socialiste, basée sur les principes marxistes-léninistes de planification et de propriété collective des moyens de production » (Graber, 2013). La médecine cubaine tente donc d'allier les aspirations socialistes de la révolution à une réalité quotidienne qui renvoie, elle, à des considérations toutes matérielles, mais également à l'ordre mondial. En ce sens, elle a été construite par les autorités comme un levier vers une réelle indépendance nationale, un outil au service et à la disposition de tous et de chacun, mais également comme une vitrine de la révolution.

En effet, Cuba a lutté contre l'isolement politico-économico-diplomatique qui lui était imposé grâce à différentes ressources, parmi lesquelles figure en bonne place son personnel médical. Les missions médicales internationalistes cubaines ont ainsi permis de mettre en lumière une autre réalité de l'île, loin de l'image de goulag tropical qui a pu en être diffusée par moments et par certains observateurs.

* MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN CIVILISATION LATINO-AMÉRICAINNE - UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES.

Partant, cet article analyse de quelle façon la santé et la médecine cubaines, malgré des écueils, sont pensées pour contribuer à la fois à la consolidation d'une société révolutionnaire dans l'île et à la projection (peut-être au rayonnement ?) de la révolution cubaine sur la scène internationale. En creux, nous nous demanderons bien sûr si ces piliers de la révolution sont désormais chancelants. Afin de répondre aux interrogations autour du sujet, nous ferons une brève présentation générale du système interne de santé cubain, avant de nous intéresser à l'internationalisme médical de l'île, et aux critiques qu'il déclenche.

Dans l'île : un système organisé, fiable et reconnu

10 Commençons par souligner qu'au-delà de la structure du système un fait semble indéniable : celui de l'impressionnant taux de couverture du territoire national par des professionnels de la santé, avec « en 2014, pour 11 millions d'habitants, 76 836 médecins, 14 964 dentistes et 88 364 infirmières [...], soit 6,9 médecins pour 1 000 habitants »¹ (Martos, 2016). En outre, la qualité et l'efficacité de ce système sont internationalement reconnues, même avec les conditions économiques que connaît l'île. De la sorte, l'OMS a salué plusieurs des réalisations cubaines (notamment dans la lutte contre le cancer) et Cuba a présidé la 67^e Assemblée mondiale de la santé en 2014. On en vient alors à se demander comment un petit pays caribéen aux ressources financières limitées peut se prévaloir d'un système de santé valable et mondialement réputé.

Comme premier élément de réponse, notons que les études de médecine et l'accès aux soins sont gratuits dans l'île. La gratuité des soins est d'ailleurs inscrite dans la Constitution cubaine (chapitre VII, article 50), ce qui montre à quel point les autorités cubaines ont voulu en faire un droit fondamental. Dans l'esprit de la révolution naissante, ce droit devait être réel pour l'ensemble de la population, y compris celle vivant dans des provinces « reculées ». Cet intérêt précoce pour la médecine a fait du système de santé cubain un point fort de la révolution. Certains seront plus modérés, mettant en avant une réalité en demi-teinte, et pointant des problèmes liés à une centralisation parfois étouffante,

¹ En France (DOM et TOM inclus), la même année, pour 66 millions d'habitants, on comptait 219 834 médecins, soit 3,33 médecins pour 1 000 habitants.

ne permettant pas aux praticiens d'exercer la médecine en toute liberté. Quoi qu'il en soit, de nombreux témoignages et études montrent un engagement total des personnels de santé au service de la population : « À Cuba, tous les services de soins sont publics. [...] La notion d'engagement professionnel et de service au public est très forte. L'éthique professionnelle semble correspondre d'abord à une éthique de service public » (Dugas, Van Dormael, 2003). Ainsi, la création d'un système global et universel empêcherait-il l'épanouissement de tous les professionnels de la médecine et surtout des réponses au cas par cas. Cela nous semble discutable, dans la mesure où les médecins rencontrés dans l'île nous ont toujours paru faire montre de souplesse et d'adaptabilité aux demandes qui leur étaient formulées par nos amis cubains.

Il est important d'avoir à l'esprit que « le système de santé cubain est très organisé et très hiérarchisé. Il est composé par des unités de base appelées « *áreas de salud* » (aires de santé). Elles sont regroupées en municipalités, elles-mêmes regroupées sous la coupe des hôpitaux et des cliniques spécialisées de la province » (Fougère *et. al.*, 2011). En parallèle, le médecin de famille est depuis le milieu des années 1980 le cœur du système de santé cubain : « Le modèle cubain de la médecine de famille, se démarquant du modèle dominant, a fait le choix d'impliquer fortement les médecins de famille dans la dimension collective des soins et dans les activités de prévention et promotion » (Dugas, Van Dormael, 2003). Le patient développe donc une relation privilégiée avec le praticien qui le suit régulièrement.

Notons à ce sujet que les patients n'ont pas le choix de leur médecin, car à chaque zone de santé est attribué un médecin. Là encore, certains verront une preuve de la rigidité du système. Mais on peut dire aussi que cette façon de faire « permet un meilleur contrôle des épidémies et un meilleur suivi de la communauté par le médecin » (Fougère *et. al.*, 2011). De plus, les patients peuvent également consulter un médecin en se rendant à l'hôpital.

Par ailleurs, le système cubain est basé sur la prophylaxie et l'éducation de la population ; il s'agit donc d'un système préventif, qui s'oppose au système curatif que l'on retrouve dans bien d'autres pays. C'est une organisation qui fait des habitants un élément de la prévention et non des consommateurs de soins et de médicaments. Cette prévention se fait dans différents domaines de la santé et il faut souligner l'engagement de la médecine cubaine dans la lutte contre les

stéréotypes, les préjugés et la méconnaissance. Ainsi, Mariela Castro² et le CENESEX réalisent-ils un important travail d'information afin de prévenir les maladies sexuellement transmissibles.

La médecine cubaine se veut également « communautaire », ce que la *Revue médicale suisse* définissait en 2000 comme « cette tentative de développer une médecine “idéale” (idéaliste?) où le médecin est à la fois imprégné de la volonté d'aider l'individu souffrant et profondément concerné par l'état de la société qui l'entoure »³. En somme, la médecine cubaine tente de venir en aide au patient en tant qu'individu et individualité, mais cherche également à réduire les maux de la société. Partant, le praticien de santé cubain n'oublie jamais d'interroger celui qui le consulte sur ses conditions de vie (logement, vie sociale...).

En toute logique, et précisément parce qu'elle est envisagée comme un effort commun au service de l'individu et de la collectivité, la médecine cubaine s'appuie sur la transversalité et l'interdisciplinarité. On en veut pour exemple la stratégie adoptée dans l'île pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 (Argailot, 2020, b), qui mêle information et prévention auprès de la population, veille épidémiologique, réaffectation des personnels médicaux dans les unités les plus à risque (soins intensifs, gériatrie...), formation des personnels au diagnostic, recherche scientifique... Car ne l'oublions pas, le système de santé cubain est fortement lié à la recherche et au développement. Fidel Castro avait inauguré en 1981 le plan *Frente biológico* conduisant à la naissance du Centre de génie génétique et de biotechnologie, « consacré à la fabrication de médicaments bon marché destinés à Cuba mais aussi à près de 50 pays du monde » (Maurel, 2020). On comprend ici comment le domaine de la santé peut être un pont entre Cuba et le monde.

Car si le gouvernement cubain soutient avec autant de force la médecine (11 % du PIB du pays sont consacrés chaque année par les autorités aux dépenses de santé – presque autant qu'en France), c'est bien qu'il la perçoit comme l'un des piliers essentiels du développement. Mais il faut encore s'interroger sur la notion de développement : « Pionniers dans la recherche sur les interférons et l'immunothérapie depuis le début des années 1980, les laboratoires

² Fille de Raúl Castro et de Vilma Espín.

³ <<https://www.revmed.ch/RMS/2000/RMS-2320/20876>>.

cubains ont développé des biotechnologies innovantes – cytostatiques et vaccins – dont certaines ont été commercialisées sur le marché global depuis les années 2000. Aussi, l'industrie pharmaceutique cubaine produit de nombreux médicaments génériques permettant de couvrir 90 % des besoins domestiques et constitue l'un des axes principaux du développement économique depuis les années 1990 » (Graber, 2013). Ainsi, on voit que la recherche d'indépendance (à tous les niveaux) guide largement les investissements dans l'île et que les innovations médicales sont bien perçues comme des moteurs de l'économie. C'est ce qui fera dire à certains commentateurs que la médecine cubaine n'a plus rien de social ni de socialiste.

D'ailleurs, si elle a toujours pour principe de nos jours l'égalité de traitement de tous les Cubains, un tourisme médical semble se développer dans l'île, tourisme qui peut s'avérer fort rentable, et supposer alors la recherche d'un profit économique plus que l'attention portée aux besoins du patient. En somme, Cuba est tel un funambule, devant trouver un équilibre entre la nécessité de faire entrer des devises et le danger de dévoyer l'une des réussites de la révolution.

Et on ne dira jamais assez combien l'économie cubaine, soumise au blocus états-unien, a besoin de ces devises. Pendant la période spéciale en temps de paix⁴ fut adopté « le *Cuban democracy act* », que l'on peut définir comme une loi états-unienne qui stipule que l'embargo restera en vigueur tant que la « démocratie » ne sera pas rétablie à Cuba. Cette loi (également connue sous le nom de loi Torricelli) permet néanmoins et théoriquement l'exportation de produits de santé depuis les États-Unis vers Cuba : équipements et instruments médicaux, fournitures médicales et pharmaceutiques (pénicilline, insuline, instruments de chirurgie dentaire, appareils à ultrasons...). On parle ici de 1,1 million de dollars d'exportations en 2019, de 3,5 millions en 2018, de 5,7 millions en 2017.

Mais les lois extraterritoriales appliquées par les États-Unis compliquent gravement les choses pour d'autres pays qui seraient intéressés à commercer avec Cuba. Ainsi, et malgré un timide « assouplissement » des relations cubano-états-uniennes sous la

⁴ Cette période, dans laquelle l'île entra concrètement au début des années 1990 et qui fut officiellement décrétée par le gouvernement cubain à l'été 1991 – dont la fin n'a toujours pas été annoncée à ce jour – fut marquée par une série de mesures d'austérité visant à préserver l'économie de l'île, afin de maintenir une cohésion sociale et en conséquence de sauver le système révolutionnaire.

mandature d'Obama (rappelons que le Congrès états-unien avait maintenu l'embargo), les sanctions contre l'île ont-elles été rétablies, avec plus de force, suite à l'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche. Et en effet, depuis mai 2019, le titre 3 de la loi Helms-Burton est activé : il menace de poursuites toute personne (et pas uniquement les citoyens états-uniens) faisant du commerce ou s'enrichissant avec des biens nationalisés par le gouvernement révolutionnaire. Le manque de précisions et la sévérité de cette loi interdisent dans les faits au monde de tisser des liens commerciaux avec l'île. En outre, une nouvelle réglementation interdit d'exporter vers Cuba tout médicament contenant plus de 10 % de composants d'origine états-unienne, ce qui inclut beaucoup de traitements...

End'autres termes, les États-Unis sont parfaitement d'accord pour exporter des médicaments vers la terrible « île du Docteur Castro », lorsque cela suppose un bénéfice pour eux, mais entravent par ailleurs la bonne marche des relations de Cuba avec le monde dès lors que cela suppose « seulement » une amélioration des conditions de vie des Cubains. À titre d'exemple, le fondateur du groupe chinois Alibaba avait fait envoyer en mars 2020 une cargaison médicale, avec masques, respirateurs et médicaments, vers la Caraïbe, un don qui aurait dû contribuer à la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Mais le transporteur a renoncé à se charger de la livraison par crainte de représailles de Washington (Argaillet, 2020, c) et si les fournitures sont bien parvenues dans d'autres pays, elles ne sont jamais arrivées dans l'île. On peut également citer le cas de l'ONG suisse MediCuba – pour laquelle « le système de santé cubain représente une référence internationale, constituant une alternative au modèle de développement sanitaire des pays du « Premier monde » ancré dans l'économie de marché, plus onéreux et marqué par de fortes inégalités en santé » (Graber, 2013) – particulièrement impliquée dans le soutien à la recherche cubaine portant sur le traitement du VIH. La banque de ladite ONG, Postfinance, a refusé d'acheminer ses fonds vers Cuba il y a quelque temps, par crainte de sanctions économiques américaines en retour. La question s'est résolue par la suite, mais elle interpelle.

L'embargo-blocus provoque donc régulièrement des pénuries de médicaments qui affectent les Cubains (et non le système politique cubain). Il suppose également des pertes colossales au niveau économique. Le ministère des Affaires étrangères de Cuba annonçait 4,3 milliards de dollars de manque à gagner pour l'île entre avril 2017 et mars 2018 ; depuis 1962, le même ministère évoque des dommages

SANTÉ ET MÉDECINE À CUBA : DES PILIERS VACILLANTS DE LA RÉVOLUTION ?

pour l'économie cubaine s'élevant à presque 135 milliards de dollars. Les préjudices infligés plus particulièrement au secteur de la santé s'élèveraient quant à eux à plus de 100 millions de dollars par an.

Tout cela peut conduire à des dérives, que certains pointent comme une manifestation de la faillite du système révolutionnaire. Ainsi, lorsqu'un patient est vu en consultation, le médecin peut lui demander s'il a de la famille à l'étranger. Congela Russo a montré grâce à des études de terrain que « la question de l'obtention de médicaments par des canaux informels était si familière et perçue comme "un lieu commun informel" (*informal truth*) qu'elle était non seulement un passage obligé de la consultation médicale, mais aussi un moyen pour les médecins cubains de parfaire leurs connaissances pharmaceutiques en apprenant les noms commerciaux des médicaments dans beaucoup de pays » (Russo, 2017).

Il faut alors s'interroger sur la condition du médecin cubain, et sur son quotidien, lui qui est finalement ballotté entre les aspirations révolutionnaires et une réalité économique à tout le moins compliquée, matérialisée par les équipements des hôpitaux qui ne sont pas toujours des plus modernes et les bâtiments qui sont parfois délabrés... On peut dans un premier temps dire que « le salaire des médecins et dentistes a été revu à la hausse par le gouvernement en 2014 et fixé à 50 euros par mois, contre 20 euros auparavant » (Martos, 2016). Malgré cette revalorisation, le salaire des médecins ne leur permettant pas nécessairement de vivre dans de bonnes conditions, certains ont un emploi « informel » en parallèle de leur profession médicale (Russo, 2017).

En fait, la disparition de l'URSS, l'essor du tourisme et le développement d'un système de double monnaie ont provoqué une inversion de la pyramide sociale cubaine : « Malheureusement, avec la conjoncture économique actuelle, la chute du camp socialiste au début des années 90 et l'embargo américain, la médecine cubaine souffre cruellement du manque de moyens. Les médecins qui étaient au sommet de l'échelle sociale il y a encore 20 ans gagnent moins en un mois qu'un Cubain travaillant dans le tourisme en un jour » (Fougère *et al.*, 2011). Il est important de prendre en compte ce système de double monnaie lorsque l'on étudie Cuba, puisque la dualité monétaire a sans aucun doute contribué à la création de deux sociétés qui cohabitent, de deux mondes qui vivent en parallèle : « En effet, deux monnaies ont actuellement cours à Cuba : le CUC, indexé sur la valeur du dollar états-unien (créé par l'État cubain dans le but de ne plus laisser libre

court au billet vert, symbole de la puissance économique de l'ennemi héréditaire), et le peso cubain, la *moneda nacional*. Le CUC (peso convertible) [...] fut adopté comme monnaie officielle le 8 novembre 2004, et il constitue le seul moyen pour les Cubains de racheter certains produits (lait, produits d'hygiène corporelle...) lorsque ceux qui leur ont été attribués par le biais du carnet de rationnement sont épuisés » (Argaillot, 2013, a). Considérant cet avantage du CUC – « une bouteille de shampoing coûte en moyenne 2 CUC ; un litre de sauce tomate aussi ; quatre rouleaux de papier toilette coûtent un CUC ; les prix des fruits et légumes, du riz, du sucre et du pain sont maintenus bas » (Russo, 2017) –, de nombreux enseignants, médecins ou avocats se sont reconvertis dans le secteur touristique. Mais il faut noter qu'« un médecin peut théoriquement obtenir une licence de chauffeur de taxi, mais ne peut pas ouvrir un cabinet médical privé » (Russo, 2017). Ainsi, des médecins cubains, qui ne souhaitent pas abandonner leur métier et ne peuvent s'affranchir du système, soumis à des pressions économiques importantes, tentent d'améliorer leur quotidien en monnayant leurs services. Nous avons pour notre part été témoin de la demande d'un praticien auprès d'une amie cubaine, qui était alors enceinte de cinq mois et prise de contractions : afin d'être soignée rapidement, il lui fallait payer une certaine somme, en CUC. D'autres médecins choisissent de s'expatrier un temps et deviennent alors des internationalistes, ce qui n'est pas sans provoquer de multiples réactions dans différents pays.

Dans le monde : un internationalisme parfois critiqué

Le monde a sans doute découvert une nouvelle facette de la révolution cubaine avec l'envoi d'un détachement de la brigade Henry Reeve en Italie au plus fort de la crise sanitaire liée au Covid-19. Cette brigade médicale, qui existe depuis 2005, est « spécialisée dans la lutte contre les désastres sanitaires et les épidémies » (Maurel, 2020). Mais l'internationalisme médical cubain avait donné lieu bien avant cela à des missions dans de nombreux pays, et pas seulement dans des pays « pauvres » – en voie de développement, dit-on pudiquement.

La première eut lieu au Chili en 1960 suite à un grave tremblement de terre, puis les personnels de santé cubains sont allés en Algérie en 1963, en Guinée-Bissau, en Angola, au Mozambique... Dans les années 1970, Cuba envoya médecins et soldats dans ces deux derniers

pays (operación Carlota), qui luttèrent alors pour leur indépendance contre le Portugal. Ce mélange des genres ne plut évidemment pas à tout le monde et les Cubains furent très vite accusés à l'époque de s'immiscer dans les affaires internes des pays cités.

Cuba a également accueilli sur son sol des personnes irradiées après la catastrophe de Tchernobyl (19 000 Ukrainiens). Ils ont envoyé des personnels médicaux au Nicaragua, ont lutté contre le choléra à Haïti en 2010... Leurs résultats dans la lutte contre l'Ebola en Afrique furent mondialement salués (y compris dans un article du *New York Times*⁵). On note encore diverses missions en Indonésie, au Mexique, au Chili, au Pérou, une mission après le tremblement de terre au Pakistan en 2005, la mission Milagro en Amérique latine et dans la Caraïbe (programme de lutte contre la cécité due à la cataracte)...

Plus près de nous, « le personnel de santé cubain a apporté son aide au Portugal dans le domaine des soins de santé primaires entre 2006 et début 2020. [Les] employés intervenaient dans des centres de santé, dans le domaine de la physiothérapie et de l'ophtalmologie, entre autres » (Vandrabant, 2020).

En 2013, le Brésil embauchait 4 000 médecins cubains (Martos, 2016). Ainsi, le nombre de médecins cubains engagés à l'étranger « coupe le souffle quand on sait que ce chiffre est plus élevé que l'aide de tous les pays du G8 combinés » (Fougère *et. al.*, 2011). Il interroge et beaucoup se demandent ce que cache un tel engagement.

Ainsi, pour de nombreux observateurs, l'internationalisme cubain n'est-il pas dénué d'intérêt. Pour certains, la crise consécutive à la disparition de l'URSS a forcé les médecins cubains non plus à l'exercice de leurs talents à l'étranger, mais bien à un véritable exil : « L'unique possibilité pour un médecin cubain de gagner plus d'argent est de partir en mission médicale à l'étranger où il peut gagner beaucoup plus qu'en restant sur l'île. C'est pourquoi beaucoup de médecins cubains préfèrent partir au Venezuela ou ailleurs pour quelques années afin d'amasser suffisamment d'argent pour être à l'abri de besoins matériels » (Fougère *et. al.*, 2011). Partant, les médecins cubains n'exerceraient pas en dehors de leur territoire par choix, mais par nécessité. Subtile manière de remettre en cause l'engagement de ces praticiens, mais aussi et surtout de critiquer le processus révolutionnaire. Car il faut reconnaître qu'en attaquant le

⁵ « Cuba Takes Lead Role In Haiti's Cholera Fight », publié le 8 novembre 2011.

système de santé cubain et les médecins internationalistes, c'est bien la révolution « castriste » que l'on souhaite atteindre. Cette révolution, qui ne mérite alors même plus d'être nommée « cubaine », se serait perdue et aurait fait sombrer ses enfants avec elle.

Et il faut le dire, les médecins internationalistes cubains sont bien une source de devises pour l'État. Ainsi en 2013, le Brésil versait à Cuba « une prime de 3 140 euros en échange de l'installation d'un praticien dans l'une des 700 communes du nord et nord-ouest du Brésil, souffrant d'un déficit de services sociaux » (Martos, 2016). On évoque selon les sources un bénéfice de 6 à 9 milliards de dollars (parfois 11) qui seraient rapportés par an à l'État cubain par l'internationalisme médical (contre moins de 3 milliards de dollars générés par le tourisme).

Certains dénoncent donc une exportation des services de santé, qui deviennent alors un des piliers de l'économie (et non plus de la construction d'un autre modèle de société), au même titre que le sucre ou l'industrie touristique. Mais l'hypothétique « marchandisation » de la médecine cubaine nous semble surtout relever du fantasme. Tous les pays dans lesquels des missions ont lieu ne reçoivent pas de facture et il est évident que certains ne pourraient pas payer. Ainsi, les Cubains apportaient-ils une coopération médicale gratuite dans 63 pays en novembre 2019, parmi lesquels Haïti, le Guyana, le Guatemala, le Sénégal, le Niger, le Tchad, le Lesotho...

On a encore dit que l'envoi de médecins à l'étranger pouvait mettre en tension le système de santé interne. C'est sans compter le nombre de médecins dans l'île, puisque, comme nous l'avons dit, « du fait [d'une] politique volontariste, l'île bénéficie d'un très bon taux de médecins par rapport à sa population : 8,19 pour 1 000 habitants [en 2019], soit le premier rang mondial, en augmentation de 695 % en 54 ans » (Maurel, 2020). Sur son site Internet, l'Organisation mondiale de la santé affirme d'ailleurs que « l'aide internationale de Cuba n'est pas fournie aux dépens des soins apportés à sa propre population, qui bénéficie d'un système national de santé universel et gratuit aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire »⁶.

Par ailleurs, on a pu voir dans les médecins internationalistes cubains une diplomatie médicale. En d'autres termes, pour certains, l'internationalisme médical signifie une ingérence politico-idéologique

⁶ <<https://www.who.int/mediacentre/events/2017/wha70/lee-jong-wook-prize/fr/>>.

dans les pays aidés et les autorités cubaines chercheraient avant tout à créer de « nouveaux foyers » révolutionnaires de par le monde. Certains représentants politiques cubains évoquent d'ailleurs une « armée en blouse blanche » pour désigner les personnels de santé internationalistes – Fidel Castro lui-même les avait appelés de la sorte. Mais reconnaissons qu'à l'heure actuelle, il est déraisonnable de penser que les autorités cubaines cherchent à « exporter » la révolution. Bien évidemment, la coopération médicale se fait principalement avec des pays « alliés », présentés comme des « frères » politiques. L'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro et le coup d'État contre Evo Morales ont ainsi signifié un retour au pays pour les médecins cubains qui exerçaient au Brésil ou en Bolivie. Mais cela n'est pas le fait de Cuba, car dans le cas de ces deux pays, ce sont les gouvernements nouvellement en place qui ont poussé à l'arrêt de la collaboration avec l'île. Et à l'inverse, Cuba a envoyé des médecins en Andorre, ou dans les outre-mer français. Qui pourrait soupçonner les gouvernements andorrans ou français d'une quelconque accointance avec la politique révolutionnaire cubaine... ?

Cela étant, Cuba possède l'expertise médicale et a un réel besoin de ressources économiques ou de pétrole. Pourquoi ne profiterait-elle pas de ses forces vives, formées grâce à l'engagement des autorités et de la Nation, pour proposer un nouveau modèle de collaboration ? Car « Cuba fait la démonstration qu'un autre système de santé basé sur un autre système de valeurs peut être proposé comme une alternative faisable et efficace aux tendances dominantes » (Dugas, Van Dormael, 2003). Mais ce qui semble irriter les tenants d'une autre forme de médecine, plus « traditionnelle », c'est bien le fait que l'internationalisme médical permette à Cuba de créer des liens avec nombre de pays, au mépris des menaces états-uniennes : « En abandonnant la lutte armée pour diffuser la révolution au profit des programmes d'aide humanitaire et de coopération médicale, le modèle de “diplomatie médicale” cubain, forme de “soft power”, est plébiscité par sa capacité à générer des progrès sanitaires ainsi que des collaborations politiques et économiques, comme dans le cadre de l'accord avec le Venezuela “docteurs contre pétrole” » (Graber, 2013). Il semble donc insupportable pour certains que la médecine devienne un terrain d'entente et même de négociation pour l'île. C'est que Cuba sait parfaitement tirer son épingle du jeu, se jouant des entraves et obstacles posés sur son chemin, dès lors qu'une brèche dans l'isolement politique et diplomatique qui lui est imposé est ouverte. De la sorte, et malgré toutes les oppositions, en 2003, des chercheurs cubains

ont élaboré un médicament (l'interféron alfa-2b), d'abord utilisé contre différentes maladies (dengue, hépatite ou certains cancers), aujourd'hui testé dans la lutte contre le Covid-19. Ce médicament a scellé une nouvelle coopération avec la Chine, où est désormais produit le médicament (Maurel, 2020).

On peut encore lire que l'internationalisme médical est un système qui contraint les médecins cubains à aller exercer où ils ne le veulent pas, sous peine de sanctions. Plus qu'un besoin lié au blocus et une envie de faire de la médecine autre chose qu'une source de revenus, l'exercice dans d'autres pays du monde serait ainsi symbolique d'un pouvoir totalitaire qui menacerait les praticiens ne désirant pas s'exporter.

20

Beaucoup ont souligné, pour justifier leur point de vue, le fait que les médecins cubains qui travaillent à l'étranger ne perçoivent pas la totalité de leurs salaires. Mais il ne faut pas oublier que la part de ces salaires perçue par l'État finance le système de santé cubain, qui, redisons-le, est gratuit pour les patients. Les bénéficiaires de l'internationalisme médical sont également réinvestis dans l'ELAM, École latino-américaine de médecine, qui permet à des étudiants du monde entier d'étudier la médecine, pour certains gratuitement (29 000 étudiants de plus d'une centaine de pays y ont été formés). Cuba peut assumer les dépenses liées à l'ELAM précisément grâce aux missions médicales à l'étranger et c'est dans cette optique que beaucoup de médecins, infirmiers, aides-soignants s'engagent dans une mission à l'autre bout du globe.

On ne peut donc que constater à nouveau que les critiques visant l'internationalisme cubain sont en réalité une critique de son système politique. Faisant fi des aspirations des principaux intéressés, les Cubains, qu'elle oublie largement de consulter à ce sujet, une certaine presse tend à expliquer que seul un changement politique majeur peut permettre un retour de l'île au sein de la communauté internationale. C'est oublier l'attachement de nombreux Cubains à la révolution et taire les imperfections de bien d'autres systèmes politiques, qui ne font pas l'objet de tant de critiques.

D'ailleurs, les seuls témoignages qui parviennent en Europe de médecins internationaliste heureux sont présentés comme douteux, ou seulement relayés par des titres largement encartés à gauche de l'échiquier politique, ce qui montre sans aucun doute que le mur de Berlin a pu tomber, mais qu'il n'a pas emporté avec lui certaines divisions qui empêchent encore le monde d'avancer.

Conclusions

En conclusion, nous pouvons dire que le système de santé cubain demeure performant, malgré les problèmes économiques et une centralisation qui amène des lourdeurs administratives difficiles à vivre pour les patients. Les Cubains bénéficient d'un accès aux soins gratuit, universel et complet, ce qui permet d'affirmer que la santé et la médecine sont toujours deux piliers importants de la révolution. La médecine cubaine aborde effectivement différents aspects de la vie quotidienne des habitants de l'île, elle ne se contente pas de guérir, mais se fonde au contraire sur un esprit préventif. Elle est pensée pour être égalitaire et pour être à la disposition de l'ensemble de la population. Malgré tout, le tourisme et le blocus ont conduit au renforcement des inégalités dans l'île et certains médecins en arrivent conséquemment à monnayer leurs services. Cela fait craindre que, dans les années à venir, la santé devienne un facteur de division dans une société qui reste attachée aux valeurs de la révolution, mais critique de plus en plus ouvertement les difficultés du quotidien.

Mais qu'on le veuille ou non, « Cuba est un pays qui présente des indicateurs sanitaires proches de ceux des pays du Nord avec des ressources matérielles et financières des pays du Sud » (Dugas, Van Dormael, 2003). En somme, les Cubains ont développé un système sanitaire reconnu à l'échelle mondiale, avec des moyens financiers très limités, montrant que le domaine de la santé était une priorité pour eux. Et loin de se contenter de s'occuper de sa population, le gouvernement révolutionnaire a mis en place une réelle politique d'aide médicale internationale. Cette aide ne dépend pas du PIB des pays qui ont besoin des services médicaux cubains ni de leur « couleur » politique. On notera malgré tout que l'aide proposée par l'île aux États-Unis après le passage de l'ouragan Katrina avait reçue une fin de non-recevoir matérialisée par un silence méprisant de Washington.

Ainsi, si l'internationalisme médical cubain permet sans aucun doute aux populations mondiales de découvrir une autre réalité de Cuba et de sa révolution, on ne peut nier que la situation politico-économico-diplomatique de l'île soit peu enviable et que les autorités cubaines continuent à être largement mises au ban par les autres gouvernements. Et pourtant, chacun gagnerait sans doute à s'ouvrir à l'Autre : « Des échanges internationaux avec Cuba permettraient à d'autres pays d'enrichir leur réflexion sur la médecine de première

ligne et constitueraient pour Cuba une opportunité de réfléchir à certains aspects de son système [...] » (Dugas, Van Dormael, 2003).

Sources

- Argaillet Janice, 2013, a, « La Période spéciale en temps de paix : les différents visages de l’informalité cubaine », *Diacronie*, n° 13. Disponible sur <<http://journals.openedition.org/diacronie/762>>.
- Argaillet Janice, 2020, b, « Cuba face au coronavirus, dans l’île et dans le monde », *The Conversation*. Disponible sur <<https://theconversation.com/cuba-face-au-coronavirus-dans-l-ile-et-dans-le-monde-135455>>.
- Argaillet Janice, 2020, c, « Près de quarante pays bénéficient de l’aide médicale cubaine ». Disponible sur <<https://www.humanite.fr/janice-argaillet-pres-de-quarante-pays-beneficient-de-laide-medicale-cubaine-689837>>.
- Dugas Sylvie, Van Dormael, Monique, 2003, La construction de la médecine de famille dans les pays en développement, Antwerp, *Studies in Health Services Organisation & Policy* 22, 352 p.
- Fougère Yves, Sztajzel, Manuel, Marchi, Nicola, et al., 2011, « Cuba : la lutte contre le Sida ». Disponible sur <http://www.medecine.unige.ch/enseignement/apprentissage/module4/immersion/archives/2010_2011/stages/11_r_cuba.pdf>.
- Graber Nils, 2013, « Les activités d’un réseau d’ONG à Cuba : internationalisme médical et santé globale », *Revue Tiers Monde*, n° 215, p. 149-164.
- Martos Sophie, 2016, « Le système de santé cubain, fierté de Fidel Castro ». Disponible sur <<https://www.lequotidiendumedecin.fr/internes/etudes-medicales/le-systeme-de-sante-cubain-fierte-de-fidel-castro>>.
- Maurel Chloé, 2020, « Ombres et lumières du système médical cubain », *The Conversation*. Disponible sur <<https://theconversation.com/ombres-et-lumieres-du-systeme-medical-cubain-136930>>.
- Russo Concetta, 2017, « Métamorphoses des pratiques professionnelles à Cuba : une perspective ethnographique », *Cahiers des Amériques latines*, 84, 107-124.
- Vandrabant Isabelle, 2020, « Des médecins cubains aident l’Italie et l’Espagne à combattre le coronavirus : “Cuba partage ce qu’il a” ». Disponible sur <<https://www.solidaire.org/articles/des-medecins-cubains-aident-l-italie-et-l-espagne-combattre-le-coronavirus-cuba-partage-ce>>.

22

Résumé :

Cet article offre un panorama général du système de santé cubain, tant dans ses aspects internes que dans sa projection internationale. En effet, si les médecins cubains sont mondialement reconnus et si en conséquence leur formation n’est pas remise en cause, c’est leur « utilisation » comme arme de « propagande révolutionnaire » par le gouvernement de l’île qui attire bien des critiques. Celles-ci sont en réalité une manière d’attaquer une révolution qui survit malgré tous les obstacles. Ce travail cherche donc à dresser le bilan des réussites et écueils du système médical cubain.